Le texte ci-dessous est un effort de théorisation du sexisme à partir d'une expérience dans un groupe politique particulier. Il ne prétend pas à l'exhaustivité, ni proposer d'explication totalisante. En revanche, nous aimerions qu'il serve de base de discussions entre militantes féministes sur les tactiques anti-sexistes élaborées dans des groupes politiques, mixtes ou non. La volonté de publier ce texte s'inscrit aussi dans un constat, partagé par plusieurs camarades féministes, de l'absence d'espace et d'occasion de discuter de stratégie féministe. Mieux se connaître entre militantes, entre collectifs et pouvoir discuter ensemble de stratégies nous aiderait à imposer le féminisme comme une priorité dans les espaces politiques de gauche.

Ainsi nous avons créé une adresse mail pour pouvoir être contactées, recevoir des retours, des commentaires, des critiques, et/ou des partages d'expériences, d'analyses. Si les circonstances sanitaires le permettent nous envisagerions même volontiers d'organiser dans quelques mois un moment de rencontres/débats pour faire le bilan et dresser des perspectives de luttes avec celles qui auraient trouvé ce texte utile. Si l'une ou l'autre de ces perspectives vous intéressent vous pouvez donc nous écrire à : riposteantisexiste@riseup.net.

***

Introduction

Ce texte est issu d'un collectif en mixité choisie[1] (femmes et personnes transmasculines) qui s'est formé à l'intérieur d'un comité de mobilisation mixte constitué dans le cadre du mouvement universitaire de soutien à la grève interprofessionnelle contre la réforme des retraites ayant duré de décembre 2019 à mars 2020. Il est le produit de nos expériences et réflexions autour des mobilisations et luttes menées au sein et en dehors de nos lieux d'études et de travail. Ce texte n'a pas été écrit par l'ensemble des membres du comité en mixité choisie, et il ne saurait représenter la diversité des positions et des points de vue. Il s'appuie néanmoins sur une mise au point antisexiste effectuée par le comité en mixité choisie auprès des hommes cis du comité mixte au début d'une réunion quelque temps avant le premier confinement (mars 2020), confinement qui a mis fin au mouvement social. Les comportements sexistes gangrenaient alors le comité. Certaines des membres du comité en mixité choisie, majoritairement des lesbiennes et bisexuelles, ont souhaité approfondir les réflexions sur les effets structurants du sexisme dans les groupes politiques mixtes en partant de leur expérience au sein du comité de mobilisation et ont élaboré ce texte.

Le sexisme s'est imposé tout au long du mouvement comme un obstacle à la mobilisation, un frein à son élargissement, et un facteur de dispersion des militantes. Ces obstacles que nous avons rencontrés dans la mise en place d'un fonctionnement horizontal et d'une auto-organisation anti-sexiste nous ont pousséEs à former ce groupe de réflexion et d'action en mixité choisie. Cet espace nous a permis de revenir sur nos vécus, et sur les problèmes de sexisme au sein de la mobilisation, puis dans un second temps d'écrire ce texte pour présenter nos analyses et les esquisses de solutions que nous avons pu trouver. Ce texte d'intervention antisexiste est destiné à nos camarades de lutte et prioritairement aux femmes et autres minoritaires de genre qui souhaitent s'organiser en mixité, mais aussi aux camarades hommes qui souhaitent comprendre l'impact du sexisme. Il n'est pas question pour nous de fournir un guide pour que les hommes se « déconstruisent » mais plutôt de partager des outils analytiques et pratiques pour favoriser l'autonomie politique et les capacités d'organisation des femmes en général, et dans des collectifs mixtes.

Quoiqu'elle soit très en vogue dans le milieu militant, nous ne souscrivons pas à la rhétorique de la déconstruction qui décompose les systèmes d'oppression en myriades de comportements « oppressifs », tend à localiser l'enjeu de la lutte au seul niveau individuel et ne donne aucun outil pour construire un rapport de force. Cette rhétorique résulte principalement en un classement aussi illusoire qu'inutilisable entre les soi-disant « personnes déconstruites » et les autres. Le classement des militantEs selon leur plus ou moins grand degré de déconstruction tend encore à réduire le sexisme à un problème moral, et donc à en évacuer la matérialité.

Propos liminaire

Éléments de contexte

Avant de déployer une analyse en termes de rapports sociaux, il nous importe de décrire les contextes structurels et conjoncturels dans lesquels notre collectif s'est formé et a existé, par un rapide retour sur l'historique de la mobilisation.

Le comité de mobilisation de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) dont il est question ici s'est formé lors du mouvement de grève interprofessionnel contre la contre-réforme du gouvernement Macron présentée en décembre 2019. Le 5 décembre marquait le début, à la SNCF et la RATP notamment, d'une grève historique, massive et reconductible, la plus longue depuis mai 68. À l'EHESS comme dans de nombreuses autres universités, la direction a décidé la fermeture tout le mois de décembre de son site principal, ce qui y a empêché la constitution d'un mouvement universitaire dans le sillage de la grève de la RATP et de la SNCF. L'EHESS a rouvert ses portes en janvier, ce qui a permis l'organisation d'une Assemblée Générale (AG) par les BIATOSS (personnels techniques, administratifs, bibliothécaires, ingénieurEs) et les enseignantEs-chercheur.euses avec la présence de plusieurs étudiantEs. Dans la foulée, des AG étudiantes se sont tenues par filière[2] (sociologie, histoire, art et langages…) permettant d'élargir le mouvement. Un noyau dur d'étudiantEs mobiliséEs, accompagné de rares enseignantEs-chercheur.euses et de quelques membres du personnel administratif et technique s'est formé. Ils et elles ont commencé à intervenir dans les séminaires et à tenir des piquets de grève à l'entrée de l'EHESS afin de sensibiliser plus largement, tant sur la réforme des retraites que sur la LPPR (Loi de Programmation Pluri-annuelle pour la Recherche, devenu LPR, voir encadré à la fin du texte) et les encourager à se mobiliser.

Des étudiantEs de l'EHESS et de l'École Normale Supérieure (ENS) dont le lieu d'étude commun, sur un autre site, n'a pas été fermé en décembre se sont engagéEs avec les conducteurs et conductrices de la RATP, sur un dépôt voisin. Un collectif efficace et des liens interprofessionnels de confiance ont ainsi pu être constitués. Vers la mi-janvier et avec la baisse de la grève à la RATP, ce groupe s'est déplacé et engagé auprès de travailleur.euses du secteur de la propreté à l'occasion de l'occupation de la TIRU (incinérateur de déchets) d'Ivry (voir en annexe pour une description détaillée du secteur et des activités menées en lien avec lui). Elles et ils ont ainsi créé des liens militants suivis dans ces secteurs d'activité. Ces travailleurs ont encouragé, dans nos AG, les étudiantEs et personnels militantEs de l'EHESS à se joindre à leurs actions, convaincus que la mobilisation ne pouvait remporter des victoires qu'en étant véritablement interprofessionnelle. Comme celui de la RATP, le secteur de la propreté est un secteur-clé, fondamental dans le fonctionnement des villes. Les travailleurs et travailleuses de ce

secteur ont largement démontré leur capacité à créer un réel rapport de force contre le gouvernement et ses réformes. L'amoncellement des déchets non collectés à Paris et dans la petite couronne a rapidement attiré l'attention des médias et des pouvoirs publics.

Au niveau de l'EHESS, afin de réfléchir et organiser les activités militantes, un comité de mobilisation, issu de l'Assemblée générale, s'est rapidement formé (comme classiquement dans les établissements d'enseignement supérieur). Nous abrégerons le terme « comité de mobilisation » en comob. Les comités de mobilisation sont en quelque sorte l'instance exécutive de l'AG : ils sont ouverts à touTEs et se réunissent plus fréquemment que les AG. Les décisions politiques n'y sont pas prises néanmoins puisque l'AG est l'instance démocratique.

Si la composition de ce comob a varié entre janvier et mars, une base composée d'une quarantaine de personnes s'est maintenue tout du long. Elle était essentiellement constituée d'étudiantEs (masterantEs et doctorantEs), en majorité des femmes, dont une part non-négligeable de femmes lesbiennes et bisexuelles. Le comité de mobilisation a rassemblé des personnes issues de la petite bourgeoisie intellectuelle ou économique, ainsi qu'un petit nombre de personnes issues de classes populaires et d'autres de fractions plus élevées de la bourgeoisie. Il a été composé majoritairement, mais pas exclusivement, de personnes blanches.

Dans le cadre de nos actions en lien avec les salariéEs du secteur de la propreté, nous avons réalisé différentes activités. De nombreux blocages/tractages devant les garages de camions bennes et les TIRU ont encouragé les travailleur.euses à se mettre en grève ou en demi-grève (c'est-à-dire en grève sur la moitié de leur tournée) dans le public. Nous avons également créé de nombreux liens avec les travailleur.euses du privé. Nos actions se sont toujours déroulées en coordination avec des travailleur.euses mobiliséEs et des syndicalistes de l'intérieur, qui encourageaient nos actions. Pour ces derniers, nous étions un appui potentiel pour construire la grève dans ce secteur. Les actions et les stratégies de mobilisation étaient discutées collectivement, ce qui nous permettait même en tant qu'extérieurEs d'avoir un rôle politique dans cette lutte. Nous avons énormément appris sur ce secteur en nous mobilisant à son côté.

Nous avons bien entendu participé et initié un ensemble d'autres activités pendant cette période. Au sein notre établissement, nous avons contribué à la construction d'une grève, que ce soit par la tenue de piquets de grève, l'organisation et la participation aux AG hebdomadaires réunissant personnels et étudiantEs et à celles propres aux étudiantEs, la constitution de cortèges dans les manifestations nationales et locales, interprofessionnelles et propres au secteur de la recherche et de l'enseignement. Nous avons mené en interne des batailles pour permettre aux étudiantEs de se mobiliser, notamment par la revendication d'une validation automatique des enseignements. Nous avons participé aux initiatives contre la précarité dans l'ESR aux côtés des Précaires de l'ESR, et à leurs États Généraux, mis en place une caisse de grève en soutien aux secteurs où la grève prenait une forme dure, organisé plusieurs soirées de soutien au sein de l'établissement, un déjeuner solidaire avec les travailleurs du secteur de la propreté. Nous avons effectué du suivi anti-répression suite à des arrestations ou des violences exercées envers certainEs d'entre nous par les forces de l'ordre.

Naissance du comité en mixité choisie

Lors des premiers temps d'existence de notre comob, la place des femmes comme les revendications féministes sont peu discutées, malgré une présence de militantes féministes en son sein. Sur la question des retraites, des collectifs féministes comme Nous Toutes ont publié une documentation soulignant les conséquences spécifiques pour les femmes de la contre-réforme des retraites. De notre côté, nous n'avons pas consacré, ni produit de réflexion spécifique à ce sujet. Le fait d'être particulièrement mobiliséEs au côté d'un secteur très majoritairement masculin, comme celui de la propreté et de la filière du déchet, n'a probablement pas encouragé le développement de ce type de réflexions.

Cependant après un mois de lutte écoulé, et de régulières expositions aux violences policières, un besoin de discussion et d'organisation sur la question du sexisme au sein du comob s'est fait sentir. A plusieurs reprises, lors d'actions et de manifestations, les CRS ou la BRAV nous avaient semblé cibler particulièrement les femmes du collectif. Ces dernières avaient ainsi subi de la part des policiers, en plus des coups, des actes d'étranglement. Dans le contexte de notre comob, cette pratique n'a été effectuée qu'à l'encontre de femmes ; elle nous paraît comporter un caractère particulièrement humiliant. Ces situations ont contribué à faire émerger des réflexions en termes de rapports sociaux de sexe. Une première discussion, informelle et spontanée, en mixité mais avec une majorité de femmes, à la suite d'un tractage sur un garage, a ensuite permis d'aborder la question des dynamiques sexistes dans la mobilisation et de la division du travail militant en défaveur des femmes sur l'ensemble des activités (dans le cadre de l'université comme dans le secteur de la propreté).

Nous avons alors décidé de réaliser une réunion en mixité choisie. Si toutes les femmes du comité de mobilisation n'étaient pas présentes à cette première réunion, celle-ci a tout de même rassemblé une vingtaine de personnes et s'est révélée extrêmement riche. A partir de ce moment, nous avons décidé de pérenniser cette organisation en mixité choisie, par la création d'un fil de discussion spécifique, des réunions hebdomadaires, et de manière informelle, par la consolidation des rapports entre femmes et autres minoritaires de genre. Pour certaines militantes il s'agissait d'une première expérience d'espace en mixité choisie, tandis que d'autres y étaient au contraire habituées. Via le partage d'expériences, cet espace s'est vite révélé un lieu de réflexions et de réorganisation politique. Des problèmes rencontrés par certaines d'entre nous depuis des semaines ont été portés à la connaissance collective. La majeure partie de ces problèmes était alors vécue sur le mode de difficultés interpersonnelles et relationnelles ou d'enjeux intimes. En discuter nous a permis de mettre au jour comment ils étaient en réalité le produit de différents mécanismes sexistes qui traversaient et structuraient notre comité de mobilisation.

Construire une conscience collective du sexisme

C'est à partir de situations très concrètes, vécues dans le cadre de la mobilisation, qu'a émergé ce besoin d'organisation féministe. Les situations face à la police, ainsi que certaines autres vécues sur les garages (sans commune mesure néanmoins) ont alimenté nos premières conversations sur le sexisme dans la mobilisation. Alors que ces comportements étaient identifiés par l'ensemble d'entre nous comme sexistes, cela n'allait pas de soi pour le sexisme interne à notre comité de mobilisation. Cette discussion a révélé des fractures de classe et de sexualité dans le collectif. Un travail de construction commun

impulsé par les militantes les plus formées au féminisme a été nécessaire pour arriver à une compréhension systémique du sexisme et faciliter l'action collective.

De nos expériences interpro…

Lors des tractages sur les garages, comme dans tous les milieux mixtes, il arrivait que des hommes nous fassent des remarques sexistes et des invitations à connotations sexuelles.

Certaines de nos premières interrogations tournaient autour de la manière dont nous pouvions ou devions y répondre. Certaines militantes se trouvaient face à un dilemme : ne pas réagir, et ainsi se confronter au sexisme pour espérer construire le lien politique, ou le nommer mais en prenant le risque de rompre la conversation. L'exposition aux remarques sexistes était d'autant plus forte que, sur les garages, le travail de conversation était beaucoup effectué par les femmes comme nous le décrirons plus loin.

Nous avons rapidement conclu que l'un des plus simples moyens de parer aux remarques sexistes était de rediriger la conversation sur l'action. Ainsi, s'il nous était demandé si nous avions « un numéro de téléphone », il était assez efficace de répondre « je suis pas là pour ça ». Cette « solution » demeure insatisfaisante puisqu'elle nous oblige à un travail sur nos émotions et notre présentation pour opposer à des remarques sexistes des réponses qui restent humoristiques, ou complaisantes. Nous pensons qu'il est illusoire d'imaginer corriger un rapport sexiste en une interaction mais que cela ne doit pas non plus nous entraîner à un « laisser-faire » défaitiste et démobilisateur.

Au-delà de nos relations directes avec les travailleurs, nous avons constaté un usage spécifique du sexisme par le patronat des garages ou des TIRU ainsi que par la police qui visait à décrédibiliser le travail politique alors en train de s'effectuer. Lorsqu'un travailleur prenait un tract ou entamait avec nous une conversation, des responsables de site affirmaient parfois à voix haute, et à plusieurs reprises, que ce n'était qu'une manœuvre pour obtenir notre numéro de téléphone. Nous étions sans cesse réassignées à notre statut de femmes et l'interaction recadrée en termes de rapport de séduction. Cela permettait aux chefs ou aux forces de l'ordre de décrédibiliser notre travail militant et de nier aux travailleurs leur agentivité politique. Sous couvert d'une expression ironique de solidarité masculine, cette codification de l'échange dans le registre de la drague renvoyait les ouvriers à un statut de baratineurs intéressés exclusivement par l'obtention de faveurs sexuelles. Cette sexualisation des travailleurs de la part des chefs actualise un rapport de domination raciste au travail (direction blanche – ouvriers noirs ou arabes). Ces remarques insidieuses réassignant les travailleurs à une position subalterne servaient aussi à entraver les associations politiques entre éboueurs et étudiantEs.

… au sexisme de nos camarades du comité de mobilisation

Repérer et analyser le fonctionnement du sexisme bourgeois de nos camarades de lutte (et le combattre) a été plus long et complexe pour nous, notamment en raison d'un entre-soi bourgeois et hétérosexuel qui rendait le groupe moins critique envers cette émanation du sexisme. Certaines, issues d'autres milieux sociaux et/ou d'autres formations politiques et/ou moins complaisantes envers les hommes en raison de leur sexualité, s'y sont néanmoins d'emblée montrées plus attentives. Elles ont aussi permis d'amorcer les

discussions sur le fonctionnement en interne. Ces militantes ont permis de prendre conscience de la manière dont les rapports de classe et/ou de race visibilisent ou au contraire invisibilisent le sexisme.

Si dans le comité en mixité choisie nous avons pu développer une analyse élaborée du sexisme et de son fonctionnement, nous nous sommes vite rendu compte que l'appréhension du sexisme par nos camarades hommes de l'EHESS était des plus simplistes ou inexistante.

Suite aux discussions informelles à propos des remarques sexistes reçues pendant les piquets sur les garages, la réaction spontanée de nombreux camarades hommes de l'EHESS a été de nous proposer de nous accompagner systématiquement sur ces actions. Qu'un homme propose à une femme de l'accompagner pour la défendre du sexisme, témoigne du fait que :

1/ il se vit comme sujet non-sexiste. Sans doute s'estime-t-il « déconstruit » ou tout de même « plus déconstruit », que les travailleurs du secteur de la propreté. Il s'est individuellement extrait du problème du sexisme, mais ce faisant le réduit à une position morale, en niant son aspect structurel. Dans cette situation précise cette tendance à l'abstraction de nos camarades était facilitée par la division de classe et de race. Le sexisme serait l'affaire d'hommes racialisés et/ou des classes populaires. Comme si eux-mêmes ne pouvaient être que des remparts face au sexisme (des autres) et jamais des auteurs.

Dans cette situation, la masculinité blanche et bourgeoise de nos camarades aurait formé un rempart contre celle, plus « agressive », des éboueurs. Cette proposition présente le sexisme comme l'apanage des hommes des classes populaires et/ou racialisés[3]. En se positionnant comme des protecteurs ils entérinent cette fracture entre masculinité bourgeoise non-sexiste et « masculinité marginalisée » sexiste[4]. Cette solution équivaut à troquer du sexisme contre du sexisme, à nous faire protéger des hommes par des hommes, mais démontre aussi la capacité de nos camarades, du fait de leur capital culturel et scolaire, à s'approprier les codes du discours féministe libéral, qui individualise et racialise le sexisme[5].

2/ il se pense plus apte que les femmes elles-mêmes à fournir une réponse au sexisme. Sous couvert de protéger un groupe opprimé, la réponse paternaliste coupe celui-ci du terrain de lutte. Ce faisant, il atomise le groupe et l'empêche d'élaborer des réponses et ripostes collectives. En se reposant sur un groupe « plus puissant » (ici des hommes étudiants issus en grande majorité de classes favorisées), l'autre groupe – les femmes – se place dans une position de dépendance par rapport aux hommes et tend donc à s'affaiblir politiquement. Dépendre des hommes pour lutter contre le sexisme revient à dépendre du groupe oppresseur et constitue un complet contresens. Venir accompagnée d'un homme pour éventuellement contrer les remarques d'autres hommes (sur le mode bien connu de l'appropriation des femmes : une femme accompagnée d'un homme a déjà un propriétaire…) ne peut constituer une réponse féministe ! Favoriser l'autonomie politique du groupe opprimé s'avère la seule réponse cohérente. Seules les femmes peuvent se protéger collectivement du sexisme, et inventer des parades.

Cette proposition – se faire accompagner – a d'abord fait débat dans nos rangs, mais nous avons finalement décidé de la refuser.

Nombre de nos camarades sont par ailleurs tombés des nues lorsque nous leur avons parlé

du sexisme au sein du comité de mobilisation. Certains ont avoué naïvement ne s'être jamais questionnés sur ces problèmes, alors même qu'ils militaient depuis un certain temps. Le sexisme est rarement analysé dans les milieux politiques mixtes : il relèverait d'un en deçà du politique, d'un préjugé dont on pourrait facilement se débarrasser et non d'un rapport de pouvoir structurant.

Dans la foulée, la proposition faite par un camarade du comob de la tenue d'un atelier en non-mixité hommes sur le problème du sexisme, nous a confirmé l'ignorance candide (mais néanmoins intéressée) que les hommes entretenaient à l'égard de leur sexisme, comme s'ils étaient les mieux placés pour l'analyser. Non seulement cet atelier se serait tenu entre hommes tous néophytes à ce sujet, mais surtout il n'avait pas été proposé en concertation avec le comité en mixité choisie. Ainsi il ne pouvait pas viser à agir en tant qu'« allié », puisqu'il n'émanait pas d'une demande des femmes. Cet atelier aurait plutôt eu pour effet réel de consolider l'entre-soi masculin sur le dos de la lutte contre le sexisme[6].

Le sexisme de nos camarades blancs et bourgeois a été parfois moins évident à faire reconnaître comme tel à certaines d'entre nous. Depuis son institutionnalisation par l'État, une partie du féminisme a contribué à construire le sexisme comme l'apanage des classes populaires et/ou racisées et, lorsque c'est évoqué, comme un simple préjugé individuel chez les hommes blancs et/ou de classes bourgeoises (individualisation et moralisation du sexisme). Cette perspective s'illustre par exemple dans la constitution du « harcèlement de rue » comme enjeu quasi-exclusif de la cause des femmes et de sa criminalisation comme une revendication unanime. Les politiques publiques visant à « lutter pour l'égalité » construisent cette conception bourgeoise et raciste du sexisme. Les femmes sont invitées à entériner cette construction du sexisme en s'alliant avec des hommes blancs et/ou bourgeois au vernis féministe. Les hommes de ces classes, grâce à leur capital culturel, peuvent s'approprier à peu de frais la vulgate du féminisme libéral et ainsi se distinguer des hommes racisés et/ou de classes populaires. Ils réalisent ainsi la réduction du sexisme à un problème interindividuel. Cette individualisation du sexisme le dépolitise, et tend à le faire disparaître comme objet de lutte.

A l'intérieur du collectif nous avons réussi à ne pas segmenter la réflexion, et à réinscrire cette discussion dans une perspective de classe, de race et dans des considérations pratiques. Sans minimiser le sexisme subi « à l'extérieur », en lien avec des travailleurs d'autres secteurs, celui qui avait le plus d'impact sur notre dynamique militante était celui que nous vivions dans nos rangs, de la part nos camarades de lutte du même secteur. C'est aussi l'endroit où nous avions le plus de leviers pour tenter de casser ces dynamiques

La division sexuée du travail militant dans la mobilisation

Comme tout travail, rémunéré ou non, le travail militant est le lieu d'une division sexuelle. Les rapports sociaux de sexe assignent les femmes et les hommes à des tâches inégalement valorisées à l'intérieur de ces collectifs menant bien souvent à l'invisibilisation du travail des femmes. Ces dernières sont par exemple souvent les seules à réaliser un certain nombre de tâches logistiques peu valorisées bien qu'elles profitent à l'ensemble.

Les rôles militants sont distincts et hiérarchisés selon le sexe. L'invisibilisation opère avec la naturalisation des rôles dans la mobilisation : certains étant perçus comme « masculins »

(prise de décisions, décisions stratégiques et définitions des priorités politiques, etc.) d'autres comme « féminins » (organisation des réunions, écoute…). Dans une perspective critique (et pas seulement descriptive), la division sexuelle du travail désigne « l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive, et des femmes au travail à la sphère reproductive[7], ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur sociale ajoutée (politiques, religieuses, militaires etc.) »[8]. Cette forme de division sociale du travail a deux principes organisateurs : le principe de séparation (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes) et le principe hiérarchique (un travail d'homme « vaut » plus qu'un travail de femme »[9]). Cette organisation permet la captation par les militants hommes des fonctions à « forte valeur sociale ajoutée » dans le mouvement social.

Lors de notre mobilisation la division des tâches correspondait effectivement à cette logique. Ici nous allons poursuivre l'examen des rôles attribués aux femmes. Nous analyserons plus loin, dans la partie consacrée au capital politique et militant, les activités que les hommes se réservent.

Travail logistique : une activité essentielle et dévalorisée assignée aux femmes

Au sein du comité de mobilisation les femmes assuraient la majeure partie de la logistique des réunions et des assemblées générales (AG) : la prise de compte-rendus (CR) et leur relecture, l'organisation des tours de parole, la gestion du temps, l'organisation de l'agenda, la diffusion et le rappel des informations sur les réseaux sociaux en interne comme en externe, la modération sur les boucles de diffusion… En somme, nous assurions l'essentiel des tâches qui permettent à une mobilisation de s'organiser, de s'ancrer dans la durée, mais aussi de s'élargir.

Les hommes ne se proposaient que très rarement pour effectuer ce genre de tâches. Dans des moments de flottement pour la prise du CR par exemple, une camarade finissait toujours par « se dévouer ». Lorsque nous avons fait remonter ce constat, certains hommes ont tenté de s'y mettre, mais nous nous sommes rendu compte qu'ils étaient en fait souvent incapables de le faire correctement. Ainsi, pour les tours de parole[10], ils ne faisaient pas vraiment l'effort de regarder autour d'eux qui souhaitait parler, et avaient tendance à ne noter que les gens qui étaient dans leur champ de vision. Bien souvent, une femme se trouvait à faire la suppléante invisible pour leur désigner les personnes qui souhaitaient s'inscrire.

De même, pour contrebalancer les fréquentes prises de parole masculines, nous avons proposé une prise de parole paritaire mais nous nous sommes rendu compte que les hommes appliquaient en fait un principe d'alternance homme/femme. Si une femme venait de parler et qu'une autre était inscrite à la suite, mais qu'entre temps un homme levait la main, la seconde était redescendue dans la liste et l'homme passait avant, ce qui, en définitive, défavorisait les femmes, et est complètement contraire au principe de ce mode de régulation des prises de parole.

Cette assignation des femmes aux tâches logistiques organise plus largement la division genrée du travail militant. D'autant que l'accaparement de l'attention par les tâches logistiques est un frein concret qui empêche de se concentrer sur la stratégie. Il est donc impératif qu'une rotation de ce genre de tâches soit mise en place de manière

systématique pour éviter que les mêmes – les femmes – ne se « dévouent » et ne soient ainsi dépossédées de leur capacité d'agir politique et stratégique par le groupe.

Au sein du comité de mobilisation nous avons essayé d'imposer de nouveaux cadres (refus de prendre les CR et les tours de parole, attention portée aux coupures intempestives de parole, prises de parole paritaires et effort conscient de nous adresser aux femmes dans les moments de prise de décision et d'élaboration de stratégie). C'est un travail sur lequel il faut systématiquement revenir.

Lorsque des hommes étaient mandatés pour tenir la tribune en AG, d'une part, ils se montraient moins attentifs à la gestion du temps, et d'autre part, ils avaient tendance à s'en servir comme un lieu d'expression de leur avis politique. Ils sortaient fréquemment du rôle assigné au facilitateur (tâche logistique qui permet le bon déroulement de l'AG) pour commenter des propositions, voire donner leur avis personnel avant un vote. L'exercice de neutralité et de dépersonnalisation que demande la tribune était loin d'être évidente pour nos camarades masculins qui s'emparaient de cette position pour imposer leur avis non sollicité sur l'orientation de la lutte.

Lors des déjeuners, buffets ou soirées de soutien, la prise en charge des repas et de la vaisselle, du rangement, de la communication – ces tâches qui relèvent du travail reproductif – mobilisent peu les hommes. Sans surprise, elles sont donc dévalorisées et invisibilisées comme partie intégrante de la lutte. Mais dès lors qu'un homme s'en empare, notamment pour montrer patte blanche et rassurer au sujet de sa conscience féministe, ces tâches peuvent être soudainement mises en lumière. Le temps passé à couper des légumes, cuire des cakes ou faire des courses sera soudainement comptabilisé, publicisé, diffusé, revendiqué. Prises en main par un homme, elles changent de nature et peuvent être brandies contre toute sorte de remarques ou de critiques. C'est le cas lorsque les initiatives sont particulièrement ambitieuses : grands buffets, soirées de soutien… Néanmoins, elles ne restent jamais longtemps visibilisées et retombent vite dans le monde des tâches subsidiaires, dès qu'il s'agit seulement de nourrir plus prosaïquement les militantEs à la sortie d'une AG et d'assurer la quotidienneté de la reproduction de nos forces.

A l'encontre des logiques héroïques de la lutte : le temps des bilans

Une autre tâche, très souvent laissée à l'initiative des militantes, était l'organisation de bilans des actions. Il s'agit pourtant d'un outil important d'organisation. Les bilans sont des moments de confrontation et de partage des expériences, d'analyses des échecs et des réussites et constituent un moment clef pour réévaluer les objectifs et la tactique. Ce sont également des moments importants pour partager l'information et répondre aux problèmes de rétention de l'information (que nous développerons plus loin). Les bilans permettent de collectiviser un travail effectué parfois plus spécifiquement par certainEs militantEs. La réticence des hommes à participer à ce genre de réunion semble caractéristique d'une course à l'accumulation d'actions, au détriment de l'ancrage de la mobilisation dans la durée. De même, nos camarades semblent peu enclins à revenir sur les échecs. Selon nous, ce temps de réflexion et d'analyse permet au contraire de solidifier un mouvement collectif et aussi d'apprendre à identifier collectivement les dangers. L'absence fréquente des hommes à ce genre de discussions favorise la reproduction d'erreurs qui mettent le groupe en danger.

Ainsi, après une action particulièrement ratée et dangereuse, le bilan qui nous semblait nécessaire a été sans cesse ajourné, pour n'occuper finalement que quelques minutes au début d'une grande réunion interpro, où il n'avait pas sa place. Cette action consistait en un blocage économique d'un lieu stratégique pour la grève, ayant rassemblé bien au-delà des militantEs du comité de mobilisation après être passé sur de nombreux canaux de diffusion. Elle avait manifestement fuité, et nous étions attenduEs par des cars de CRS. La réorientation de l'action n'a pas été possible, et la dispersion s'est opérée de manière hâtive et dangereuse. Alors que nous étions clairement incapables de résister aux déploiements des forces policières, des militants hommes renversaient des poubelles sur la route, pour ensuite courir en tête, créant des mouvements de panique. Un nombre important de femmes s'était placé en queue de cortège pour s'assurer que les CRS n'isolent pas de militantEs afin de procéder à des interpellations. Ainsi, elles étaient les plus proches des CRS, et ce sont elles qui se sont retrouvées nassées. Dans la nasse, certaines femmes de notre comob étaient toutes occupées à s'inquiéter du sort d'un camarade, plutôt qu'à penser à leur sécurité. Elles supposaient et craignaient qu'il soit en train de prendre part à une action décisive et dangereuse et angoissaient pour lui. Or, ce camarade n'était même pas présent sur l'action. Alors même qu'elles subissaient les conséquences de la répression policière, leur préoccupation les orientait vers le souci d'un homme, forcément plus courageux et supposément plus exposé à la répression qu'elles.

La perception du danger et de la violence par les militantEs – malheureusement facteur d'évaluation de la portée radicale d'une action – s'établit manifestement toujours au bénéfice des hommes. Alors que certaines demandaient que soit réalisé un bilan de cette action ayant viré au fiasco, ce temps d'analyse n'a pas été permis. En conséquence, et sans concertation, l'organisation d'actions de cette ampleur a été abandonnée. Au lieu de travailler à la construction d'actions massives – ce qui aurait pu se passer si nous avions tiré les conséquences de notre échec – nous avons simplement laissé tomber.

Les bilans sont aussi des moments importants d'extériorisation des tensions, et des souffrances éventuelles. Les frustrations éprouvées peuvent s'y exprimer, et être potentiellement désamorcées. Les bilans exemplifient l'imbrication du travail logistique, relationnel et théorique. En délégant aux femmes le travail de bilan, et en dépolitisant ces temps de leur potentiel stratégique, les hommes privent la mobilisation d'un temps fort d'articulation entre théorie et pratique. La désertion des bilans par les hommes témoigne de la délégation de la charge mentale aux femmes. Elle désarticule et genre l'expérience du terrain et l'élaboration politique. Cela contribue à produire d'un côté des stratégies masculines hors-sol et individualistes, et de l'autre l'expression et le partage asphyxiant des « ressentis » entre femmes et autres minoritaires de genre. Cette division sexiste entre travail théorico-stratégique et travail de terrain, qui découle de la différenciation et de la hiérarchisation entre travail intellectuel et manuel, réduit l'efficacité de notre action.

Cette assignation des femmes aux tâches logistiques s'incarne dans leur gestion unilatérale de la charge mentale[11] générée par les besoins de la mobilisation. Face invisible du travail logistique, elle contribue à construire et maintenir les collectifs.

Faire exister et durer la mobilisation : de la nécessité du travail relationnel des femmes

Le travail relationnel comprend la capacité d'exprimer clairement ses émotions, de les contrôler, d'écouter, de prendre en compte celles des autres, notamment pour les apaiser.

Il est socialement assigné aux femmes qui sont responsables de maintenir l'entente et le dialogue dans toutes sortes de groupes. Il permet d'élargir les groupes militants par l'accueil des nouveaux et nouvelles, et crée un sentiment de cohésion entre les membres. L'action militante nous expose qui plus est à un ensemble de violences (institutionnelles, policières, …) et le travail de réparation, de soin, d'écoute est dans ce cadre particulièrement important. Négocier cette bonne entente s'effectue parfois pour les femmes au détriment de leurs propres émotions. Un double standard organise les possibilités ou non d'expression des sentiments. Typiquement, la colère devient de l'agressivité lorsqu'une femme se permet de la faire ressortir. Les hommes, eux, s'octroient le droit de se mettre en colère notamment dans des situations caractérisées par un fort niveau de stress, ou en public (réunions, AG…), alors que ces moments sont vécus en collectif. Par conséquent, alors même que plusieurs personnes ressentiront de la colère et/ou du stress dans ces situations, les hommes s'autoriseront davantage à lui laisser libre cours. La manifestation du stress ou de la colère est généralement très individuelle, c'est-à-dire fondée sur l'oubli qu'il s'agit d'un moment vécu à plusieurs, et que ce comportement peut impacter négativement.

Les hommes justifient souvent l'expression de la colère et d'autres émotions moins autorisées aux femmes par le fait qu'ils sont très investis dans le collectif. Ce dévouement à la lutte les autoriserait à exprimer leurs émotions de manière violente, mais aussi parfois à s'adresser de manière colérique ou moqueuse envers d'autres personnes moins impliquées. S'octroyer une reconnaissance pour avoir fait plus de travail que d'autres n'a aucun sens dans une mobilisation, car ce ne sont pas des individus qui la font avancer mais la force du collectif. Le degré d'implication dans la lutte ne peut être un passe-droit pour aucun type de violence. Ces justifications témoignent d'une conception autoritaire du militantisme. Le bon fonctionnement du collectif doit primer et ne peut servir de justification à des comportements délétères qui, sur le long terme, vont miner la dynamique collective. Quand le comportement est dégradé par le niveau de fatigue et de stress, c'est qu'on en a trop fait, et qu'il est alors préférable de prendre une pause pour ne pas menacer le collectif.

Si le personnel et l'intime tendent à être relégués dans les groupes politiques au plan du privé et à l'extérieur de l'espace militant, c'est en raison d'une perception androcentrée du travail politique. Il est indéniable que les relations interpersonnelles et les états mentaux individuels influent grandement sur la cohésion de groupe et la possibilité d'agir collectivement de manière efficace mais également sereine. La façon dont on se sent impacte directement ce que l'on se sent capable de faire. Les groupes politiques se désagrègent souvent du fait de conflits interpersonnels qui n'ont pas été pris en charge suffisamment tôt et ont défait les liens de confiance.

Le sentiment d'une dynamique collective est en partie le fruit d'un travail sur les émotions, et d'une prise en charge collective de ces dernières. Il est difficile de produire une réflexion collective si les individus se sentent isolés et gênés. Instaurer la confiance et l'écoute ne sont pas des données évidentes ni des fins en soi : elles sont nécessaires au travail politique.

Redistribuer les capitaux politiques et militants

Monopolisation d’une partie du travail politique par les hommes

L’assignation des femmes au travail logistique et de reproduction permet aux hommes de se concentrer sur la partie la plus valorisée du travail politique. Cette division du travail donne aux hommes accès à des pratiques qui n’ont pas la même rentabilité sociale et politique.

La division des rôles telle qu’elle s’est mise en place dans les actions en lien avec le secteur de la propreté permet d’illustrer la rentabilité politique différentielle de certaines activités. Lors des tractages ou des blocages très matinaux, les femmes s’occupaient d’amener du matériel et de veiller à limiter l’inconfort des membres pendant l’action. En plus des tracts, elles apportaient souvent, de façon à la fois spontanée (c’est-à-dire non formalisée) mais attendue, des choses à manger ou à boire, du café bien chaud, alors que les hommes arrivaient le plus souvent les mains vides. Ensuite, les femmes s’occupaient souvent du premier travail de conversation avec les travailleurs du site : saluer, inciter à arrêter les camions et baisser les vitres, entreprendre de commencer une discussion, mettre en confiance, faire la conversation autour d’un café, autant d’éléments nécessaires pour la construction d’un échange. Assurer une atmosphère chaleureuse sur les lieux d’action nous incombait. Les hommes se préoccupaient peu de ce travail relationnel. Pour autant, les conversations où les informations politiques importantes circulaient, et où s’élaborait une partie de la tactique entre les deux groupes se tenaient en aparté et principalement entre hommes. Ces hommes repartaient donc avec des informations importantes à propos des sites, des numéros de téléphone et une connaissance élargie de la situation locale et globale. Les camarades avec lesquels ils avaient échangé devenaient leur contact, leur permettant l’accès à d’autres contacts (souvent, mais pas seulement, les délégués syndicaux) et ainsi de suite, selon un effet boule de neige. Des garages, les femmes repartaient les mains vides, leur travail ayant été approprié pour permettre la construction du mouvement. Le rapport de confiance qui s’est établi entre hommes, s’il a permis à notre mobilisation de devenir interprofessionnelle, s’est constitué via un quasi entre-soi masculin, au moins jusqu’à ce que nous nous organisions en mixité choisie. Notre présence en grand nombre confirme pourtant notre crédibilité politique auprès des travailleurs des sites. Mais du côté EHESS comme du côté de la propreté, les hommes n’ont pas fait en sorte d’inclure systématiquement les femmes aux discussions politiques. Nous y avons été associées régulièrement à partir du moment où nous avons organisé des réunions interpro, qui permettaient entre autres de réaffirmer un cadre collectif de discussion et de prise de décision[12]. En effet, les discussions en aparté et l’entre-soi masculin privatisent le travail politique et sapent la dimension collective. Pour intégrer le terrain de la prise des décisions stratégiques, nous avons donc dû fournir un travail supplémentaire pour organiser et animer ces réunions.

La ligne entre la spécialisation et la rétention d’informations est parfois mince à départager, mais elle est importante à garder en tête. Si, parfois, des compétences spécifiques dans un domaine peuvent justifier le poids particulier de l’avis d’une personne, la rétention d’informations ou de contacts contribue à attribuer un crédit et un pouvoir à une personne au détriment du groupe. La connaissance matérielle du secteur par les hommes permise par leurs échanges avec des travailleurs et notamment les délégués syndicaux, et leur propension à centraliser sans repartager les informations, leur donnaient une place clef dans la mobilisation. Ils étaient ainsi plus à même de peser en tant que groupe dans les discussions et les décisions collectives. Individuellement et collectivement, ils occupaient une position de pouvoir dans la mobilisation et étaient en mesure d’imposer leur vision masculine du travail politique, c’est-à-dire de désigner quelles étaient les tâches décisives,

qui étaient précisément celles qu'ils accaparaient. L'appropriation du travail exécutif, relationnel et logistique des femmes par les hommes leur permet de se concentrer exclusivement sur le travail désigné comme proprement politique (stratégies et orientation générale, contacts syndicaux et interpro etc.), qui est dans les organisations militantes, le plus valorisé.

Cette hiérarchisation des tâches est l'un des mécanismes qui contribuent à la valorisation différenciée des militantEs elleux-mêmes. En effet, mener certaines activités est davantage « payant » et contribue à la construction d'une compétence militante et d'une crédibilité politique.

Après avoir analysé cette division et hiérarchisation du travail militant, nous allons dépeindre les conséquences structurantes de cette organisation de la mobilisation.

Le capital militant : un ensemble de savoir-faire de lutte

Cette division du travail permet aux militants hommes d'acquérir deux types de ressources que nous différencierons : capital politique et capital militant. Le capital militant peut être défini comme suit :

> il « recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, (…), mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers »[13].

Il s'agit par exemple de connaissances techniques sur le droit du travail ou la mise en page de tracts, ou de connaissances relationnelles (réseaux militants, contacts avec des personnes ressources, et des journalistes et/ou avocatEs, connaissances de lieux militants pour organiser des réunions, etc.)… Au cours de notre mobilisation, la fructification et l'entretien de leur capital militant par les hommes s'effectuaient par différents biais, à commencer par la rétention d'informations, et la monopolisation des contacts stratégiques décrite plus haut. Le partage d'un langage syndical entre étudiants de l'EHESS et travailleurs de la propreté a encore contribué à consolider l'entre-soi masculin, et à accroître le capital militant des hommes. Si l'usage du capital militant de certains hommes s'est imposé d'emblée, pour les femmes c'est en majorité après l'organisation en mixité choisie que leurs compétences ont pu être utilisées. A ce phénomène s'en ajoute un autre d'ordre plus symbolique.

Le capital politique : la constitution de personnalités charismatiques

Contrairement au premier, le capital politique relève davantage du capital symbolique. Il dépend de la manière dont un individu est considéré par les autres, par le groupe. Le genre intervient dans la transformation du capital militant en capital politique, c'est-à-dire qu'à compétences et carrières militantes similaires, les hommes sont plus souvent perçus comme des personnalités charismatiques que les femmes. L'approbation repose alors moins sur des caractéristiques et des qualités objectives que sur le charisme du militant. Si dans cette mobilisation des hommes comme des femmes avaient des expériences

militantes antérieures et disposaient donc d'un certain capital politique, ce sont les hommes qui ont pu le faire valoir notamment grâce à leur implication syndicale. Ces deux formes de capital ne sont pas à séparer complètement l'une de l'autre. En effet, le capital militant favorise le développement du capital politique car l'acquisition de connaissances et de savoir-faire militants permet aux individus de gagner en « aura militante » et en crédibilité auprès des autres.

Par exemple, à un moment de notre mobilisation où la fatigue se faisait déjà sentir, deux camarades détenant un important capital militant et politique ont commencé à s'investir de façon soudaine sur un espace de lutte qui venait d'émerger. Ils ont rapidement utilisé le groupe pour recruter des personnes sur ce terrain, qui nécessitait notamment d'être présentEs plusieurs heures par jour sur un site occupé. Alors même que ces camarades n'ont jamais pris la peine de présenter l'action ou d'en discuter collectivement les objectifs, de nombreuses personnes ont commencé à les suivre dans cette lutte, en désertant brutalement les terrains sur lesquels ils et elles étaient précédemment investi.es depuis plusieurs semaines. Nous n'avons eu aucune discussion politique sur la pertinence de l'action ni sur sa « justesse » politique, alors qu'un débat aurait permis de faire émerger de nombreux points discutables. L'absence de débat politique collectif nous permet de conclure que nos camarades se sont embarquéEs sur cette action principalement du fait du capital politique de ceux qui la proposaient. Or, à l'échelle de notre mobilisation cette dispersion des forces a été dommageable, car elle a accéléré l'essoufflement de notre comité. Cette intervention a contribué à mettre en concurrence des terrains de lutte à l'intérieur de notre comité de mobilisation, et à nourrir une logique individuelle visant plus à « briller » sur plusieurs terrains (ou à se positionner sur le terrain le plus « radical ») qu'à mener un combat collectif jusqu'au bout.

Fructification de ces différents capitaux

Du fait que les hommes se soient construit un capital militant et/ou politique plus important, les informations qu'ils distillent sont aussi considérées comme plus fiables, selon le principe du cercle « vertueux ». Nous faisions souvent spontanément moins confiance aux informations détenues par une femme. Même sur des sujets mineurs, comme une heure ou un lieu de réunion, le fait qu'une femme ait la réponse remédiait rarement à l'interrogation générale, que ce soit parce qu'on ne l'écoutait pas ou parce qu'on ne la croyait pas. Mais quand un homme « se souvenait » de l'heure deux minutes plus tard, la situation était réglée.

La capitalisation de crédit politique permet aux hommes d'avoir une position de pouvoir et d'influence au sein du groupe et particulièrement sur les femmes. En effet, ce pouvoir s'exerce entre autres par des phénomènes de redistribution de ce crédit politique. Cela passe notamment par des avis et commentaires non sollicités sur le résultat des activités effectuées par les femmes. Les militants hommes au fort capital politique font alors office de figures d'autorité à même d'évaluer et de sanctionner le travail effectué par les femmes. Ces dernières et notamment celles dotées d'un faible capital militant, ont dès lors eu tendance à chercher leur approbation[14].

Les hommes, très conscients de ce phénomène n'ont pas hésité à le mettre en scène. Par exemple, l'un de nos camarades s'est permis de lancer publiquement à une jeune militante qui venait de faire une proposition, qu'elle n'était, finalement, « pas si bête »…

Ce crédit dont disposent les hommes les place dans une position de référents. Il les rend également plus enclins à adopter des comportements autoritaires. Ils s'autorisent, par exemple, des prises de décision unilatérales dont certaines ont consisté à revenir sur des choix effectués collectivement. Par exemple, nous avons organisé un déjeuner-buffet pour un événement politique important. Nous avions pris la décision de réaliser un maximum d'économies, en favorisant la récup' (récupération d'invendus notamment sur les marchés). Cette décision a ensuite été contredite dans un petit groupe de travail, et deux hommes, un chercheur titulaire et un camarade étudiant, ont insisté pour engager des frais importants dans l'achat d'un dessert, dans une visée purement symbolique. Lorsque ce qui aurait dû être une proposition est revenue en comité de mobilisation sous forme de décision, elle a soulevé de longs débats. Bien que globalement impopulaire, la « proposition » a été imposée par l'usure quand l'opposition s'est tue de guerre lasse.

Nous avons également pu constater qu'il n'était pas rare que les hommes s'engagent publiquement à réaliser certaines tâches qu'ils déléguaient finalement à d'autres personnes souvent des femmes proches d'eux. Le crédit associé à ces activités finissait néanmoins par leur revenir puisque la contribution des femmes était invisibilisée. Par exemple, dans certaines réunions, les hommes avaient tendance à prendre de nombreux mandats lorsque tout le monde était présent. Mais à la fin de la réunion, pendant les discussions informelles pour s'organiser, ils n'avaient finalement pas le temps pour participer aux groupes de travail dédiés et une charge de travail supplémentaire incombait ainsi aux autres militantEs qui avaient été moins ambitieu.ses.x. Souvent, c'étaient les femmes qui se dévouaient à la dernière minute pour colmater les brèches, de façon bien plus discrète.

Quelques tactiques de riposte

Entre femmes, un certain nombre de pratiques peuvent être mises en place pour contrer ces dynamiques. Il est notamment possible de s'efforcer de valoriser davantage les copines en cherchant par exemple l'information auprès d'elles prioritairement plutôt que de se tourner systématiquement vers les hommes, ou encore en redistribuant méthodiquement auprès d'elles les informations que l'on parviendrait à obtenir. Cela peut aussi passer par le fait de se tourner plutôt vers elles que vers les hommes quand on cherche à avoir un avis avant de faire quelque chose. Un avis n'est d'ailleurs pas une validation, et personne du groupe ne devrait être en position de valider ses camarades.

On peut également faire en sorte de mettre en évidence la parole des femmes en se citant mutuellement, notamment lors des prises de parole en réunion. Ce mécanisme s'appelle l'amplification : il s'agit d'amplifier la voix d'une camarade en citant ce qu'elle a pu dire dans une intervention précédente et en ramenant ainsi ses propos dans la discussion sans que soit laissée la possibilité aux hommes de les négliger ou de se les réapproprier. Dans le même esprit, on peut tenter de systématiquement rappeler qui a effectivement réalisé quelle tâche lorsque le travail des femmes se voit approprié par un homme. A l'échelle d'un groupe, il est aussi possible d'instaurer des mécanismes pour que l'information circule mieux. A cet égard, les bilans (comme nous l'avons précisé plus haut) peuvent permettre de limiter la rétention d'informations.

Hétérosexisme et division du groupe des femmes

La monopolisation des informations, des contacts, du « savoir militant » permet à certains de s'attribuer des rôles clefs au sein de la mobilisation. Ils deviennent indispensables à la bonne marche de cette dernière. Ce faisant, les autres militantEs sont aussi dans une position de dépendance vis-à-vis d'eux. Si les hommes se partagent plus facilement les informations et les contacts, les femmes doivent très souvent demander, ou s'immiscer dans une conversation pour les obtenir. Cela crée une situation de dépendance où les femmes sont obligées d'être proches (émotionnellement, physiquement) d'hommes pour avoir les bonnes informations politiques, et plus largement pour être impliquées dans le travail politique.

Hiérarchisation des militantes selon une logique (hétéro)affinitaire

Lorsqu'il s'agit de revenir à la dernière minute sur des décisions et/ou actions élaborées collectivement, cette impulsion est souvent le fait de hommes qui s'en montrent moins respectueux et sont plus confiants envers leur avis personnel.

Ainsi lorsqu'un/des homme(s) décide(nt) de revenir sur un choix, ils peuvent, pour assurer un minimum de légitimité à leur initiative individuelle, consulter des camarades femmes. Auquel cas ils se tourneront souvent voire exclusivement vers celles qui sont proches d'eux : selon une logique affinitaire (flirts, relations amicales) ou géographique (celles présentes sur le moment).

Ainsi, deux militants du comob ont souhaité faire annuler à la dernière minute une action de blocage décidée collectivement. Ils ont d'abord consulté les femmes qui étaient sur place, puis en ont appelé d'autres en nous assurant au téléphone, que nous avions toutes été consultées. Le lendemain nous nous sommes rendu compte, par un travail d'enquête informel, que c'était faux. De nombreuses militantes avaient été « oubliées », ce qui mène à leur exclusion politique. Cette pratique constitue plus globalement une faute politique faisant primer l'inter-individuel sur l'auto-organisation.

Les militantes « oubliées » n'étaient pas forcément les moins investies, mais plutôt celles qui n'avaient pas particulièrement cherché ou réussi à tisser des liens de proximité avec des hommes. Ainsi, les militantes qui ne font pas ou font moins l'effort de créer des liens d'affinité avec leurs camarades hommes sont moins souvent consultées, et plus souvent exclues des boucles décisionnaires de dernière minute. Leur poids politique en est donc amoindri.

Cette organisation permet aux hommes de s'imposer « naturellement » comme des moteurs dans la mobilisation. Il est difficile de contrebalancer ces dynamiques de pouvoir. Les femmes qui, consciemment, décident de s'organiser le moins possible avec des hommes, notamment pour court-circuiter ce phénomène de concentration du pouvoir politique, sont souvent en marge de la mobilisation, et il leur est impossible – sans un soutien et une volonté commune de la part des autres femmes – d'inverser la tendance.

Dynamiques de séduction hétérosexuelle : mécanismes d’amplification du capital politique des hommes

Sous l’hétérosexisme, le capital politique supérieur des hommes a pour effet de les rendre désirables. Depuis cette position de pouvoir, les hommes ont pu initier plusieurs relations de flirts avec plusieurs militantes.

De ces situations, ils retirent principalement deux bénéfices dans la mobilisation : un appui politique (sous forme d’attention et de validation) lors des réunions et prises de décisions, et un soutien matériel et logistique qui leur permet de réaliser plus de tâches et/ou de paraître plus efficaces dans l’exécution de ces dernières.

Par exemple, dans les réunions, les femmes engagées dans des relations de flirt ont pu avoir tendance à soutenir publiquement les propositions/points de vue de l’homme, et à argumenter à ses côtés quand il y avait un différend. Ainsi le militant voit son poids amplifié dans les débats. Nous avons constaté à plusieurs reprises que ces phénomènes d’allégeance avaient orienté des discussions politiques dans le sens défendu par un homme. Ce soutien peut aussi se manifester par le fait de le féliciter publiquement pour l’exécution de tâches.

D’autre part, les hommes paraissent plus efficaces parce que, via la séduction, ils s’aménagent du soutien matériel. Pour maximiser le temps passé auprès d’un béguin, certaines femmes se retrouvaient finalement en position de le seconder dans l’exécution de tâches. Les hommes entretenant ce type de relations sont ainsi assurés d’être toujours assistés pour le travail qu’ils doivent réaliser, ce qui multiplie leur efficacité et leur propension à prendre des mandats. C’est pourquoi ils peuvent donner parfois l’impression d’être sur tous les fronts de la mobilisation quand les femmes paraissent moins capables de se multiplier. La propension des hommes à endosser plusieurs casquettes leur permet de développer une image de militant polyvalent et donc d’être à la fois plus sollicité et plus écouté lorsqu’il s’agit de définir une stratégie globale. Au contraire les femmes apparaissent spécialisées et moins capables de développer une vue d’ensemble.

Pour les hommes, une manière efficace d’accroître leur capital politique est donc d’engager des flirts avec une ou plusieurs militantes. Les femmes engagées dans ces relations se retrouvent potentiellement en concurrence pour se rapprocher d’un homme à fort capital politique.

Mise en concurrence des militantes entre elles

bell hooks dans son ouvrage *Sororité* livre une analyse des effets de la compétition entre femmes qui découle de la domination masculine :

> « Entre hommes et femmes, le sexisme prend en général la forme de la domination masculine et de ses corollaires − discrimination, exploitation, oppression. Mais les valeurs suprémacistes masculines se traduisent également dans la méfiance, la peur et la concurrence qui opposent les femmes les unes aux autres. C’est le sexisme qui conduit les femmes à se percevoir comme des menaces les unes pour les autres sans raison apparente »[15].

En effet, ce qui rend possible cette concentration de pouvoir par les hommes, c'est la mise en concurrence des femmes. La rivalité entre femmes pour attirer l'attention des hommes sape les possibilités – déjà faibles – de sororité. Les femmes peuvent essayer de disqualifier leurs potentielles rivales, en ne soutenant pas leur proposition, voire en s'y opposant pour des raisons non directement politiques, en les excluant ou en perpétrant leur exclusion tacite de certaines discussions in/formelles, et en participant aussi à la rétention d'informations. Elles peuvent prolonger les effets du sexisme. Ces dynamiques de compétition entre femmes ont un effet démobilisateur. Les phénomènes de concurrence entre femmes avaient, dans notre groupe, isolé certaines militantes qui s'impliquaient moins dans les actions. Les enjeux de confidentialité mis en place par les hommes pour couvrir leurs relations pouvaient encore renforcer l'isolement des femmes au sein du groupe, qui n'osaient pas se confier. La constitution du comité en mixité choisie a contribué à corriger cette tendance, mais elle n'allait pas de soi.

Il serait, en effet, stratégiquement moins intéressant pour une femme de créer des alliances ou de se mettre en binôme avec d'autres femmes, puisqu'elles sont moins dotées en capital politique. En investissant du temps et de l'énergie dans la construction d'un lien entre femmes, elles réduisent encore leur chance d'être proches des hommes clefs. Si les hommes, en flirtant, maximisent leur emprise sur un comité, les femmes en se liant avec d'autres femmes, plutôt qu'avec des hommes, minimisent leur capacité à intervenir dans la mobilisation.

Plus les femmes sont atomisées en tant que groupe, plus il est difficile pour elles d'inverser la tendance. A l'inverse les militants ne se divisent pas pour obtenir l'aval des femmes. S'ils ont plus de poids de manière individuelle ils en ont aussi davantage en tant que groupe. La solidarité masculine dont ils se font bénéficier les uns les autres, et la concurrence qui divise les femmes, ne cessent de les renforcer collectivement.

L'absorption dans ces histoires de cœur et de rivalité prend du temps et de l'énergie et rogne les possibilités et le désir de se concentrer sur l'activité politique.

L'hétérosexualité est un vaste leurre, qui fait miroiter aux femmes que la meilleure façon d'acquérir du capital politique dans la mobilisation est de se rapprocher d'un homme. Cette perspective se révèle illusoire : elle repose sur l'idée que les femmes bénéficieront « par ruissellement » du capital de leur homme et/ou de leur flirt alors que dans les faits, elles contribueront avant tout à entretenir le sien, en le secondant dans ses tâches. Elles seront éclipsées derrière lui car la relation hétérosexuelle en tant que telle ne permet pas aux femmes de mobilité ascendante. Par ailleurs, cette poursuite de capital militant par l'entremise d'un homme relève d'une logique de distinction individuelle. Il est plus intéressant de construire entre femmes une sororité suffisamment forte pour conscientiser et contrebalancer ces dynamiques individualisantes.

Effets sur les personnes queers : entre épuisement et marginalisation

Cette mise en concurrence a également un impact sur les personnes queers (dans le cadre de notre mobilisation il s'agissait de lesbiennes, bisexuelles et de hommes trans).

Les personnes queers, positionnées en dehors des relations hétérosexuelles qui ont eu lieu dans notre comob, ne sont que peu ou pas prises dans cette forme de concurrence pour la validation des hommes à fort capital politique. Iels font donc facilement office de

« confidentEs » pour les autres militantEs. Cependant cette place requiert souvent d'elleux une forme de travail émotionnel important, dont iels ne bénéficient pas toujours en retour.

De plus, lorsqu'il faut rappeler à l'ordre un militant sur son comportement sexiste se sont souvent des personnes queers, et particulièrement des lesbiennes, qui sont désignées/s'auto-désignent pour le faire. La distance par rapport aux hommes – qui les désavantage dans les dynamiques de groupe – est ici sollicitée pour contrer des militants à fort capital.

Cela renforce encore leur marginalisation dans le groupe, parce qu'iels sont misEs à contribution pour assumer des tâches conflictuelles.

On a pu constater des formes de dénigrement des personnes queers et de leur position politique supposée alors même qu'entre personnes queers les positionnements étaient loin d'être homogènes. Le groupe des hommes se montrait généralement hostile face à un « féminisme misandre » qu'ils jugeaient agressif et dévalorisant, ce qui est renforcé par le fait que les femmes lesbiennes notamment étaient envoyées en première ligne pour s'opposer à eux. Ce faisant les hommes se mettaient en position de déterminer les limites du féminisme acceptable.

On a constaté ici encore les mêmes effets démobilisateurs de cet hétérosexisme. Entre isolement, sollicitation spécifique pour aller au conflit, et ciblage privilégié des remarques sur les excès du féminisme, les personnes queers se trouvaient poussées sur le côté.

Seuls de longues explications et d'importants efforts en réunions en mixité choisie ont permis in extremis d'empêcher le départ de certaines personnes queers en rétablissant des relations de confiance.

Quelques stratégies contre la logique de division hétérosexuelle

Entre femmes nous pouvons rester attentives à la manière dont les hommes utilisent les flirts, et en particulier le discours et les pratiques du « polyamour » pour consolider leur position politique.

Au contraire des hommes, les femmes ne bénéficieront pas de leur engagement avec plusieurs militants. Bien que cela ne se soit pas produit dans notre groupe, on peut penser qu'au contraire elles seraient mal perçues, et/ou qu'elles risqueraient de voir les raisons politiques de leur engagement mises en doute.

Dans certains cas ouvrir des espaces de discussion sur les relations au sein de la mobilisation, dans le but, entres autres, d'afficher les hommes qui entretiennent plusieurs relations cachées relève de la riposte antisexiste. L'intérêt individuel et collectif des femmes doit primer sur la culture hétérosexuelle de la privatisation. Une telle discussion permet de s'assurer que les militantes sont conscientes et informées de la situation, ainsi que de faire dialoguer celles qui sont mises en rivalité pour désamorcer les tensions et, si possible, de créer de la solidarité là où il n'y en a pas.

Le travail de remobilisation, d'écoute et de réassurance peut être une base, pour développer un sentiment de sororité et créer une dynamique féministe. La création du comité en mixité choisi a permis aussi de mieux répartir la charge de travail émotionnel qui incombait avant davantage aux personnes queers.

Conclusion

Le sexisme figure souvent sur la liste des différentes oppressions cataloguées par les milieux militants de gauche. Ces listes constituent trop souvent une déclaration de principe purement rhétorique. Au-delà des déclarations d'intention, les modalités concrètes du sexisme et ses impacts matériels sont rarement pris au sérieux. Outre la réduction du sexisme à un tiret sur une liste d'obligation morale, une nouvelle manière de l'aborder dans les espaces militants tend à s'imposer, via le prisme du *safe*. Très en vogue dans certains cercles, le *safe* promeut un usage dépolitisant des émotions qui met en concurrence et hiérarchise les souffrances pour faire taire les désaccords politiques et/ou stratégiques. Jackie Wang souligne à cet égard que « la volonté d'éliminer tous les risques et dangers aboutit à une politique réformiste qui reconduit souvent l'ordre social. Les espaces *safe* peuvent avoir un effet pacifiant sur la combativité »[16].

Plutôt que de s'interroger sur la façon de produire un espace où personne ne serait jamais inconfortable ou bousculéE, nous avons cherché à construire un espace de débats et d'expression de nos désaccords politiques, et de nos colères[17] qui les a rendues aussi fertiles que formatrices.

Ce texte se veut une synthèse de nos discussions et des stratégies que nous avons mises en place pour effectivement prendre en charge les impacts du sexisme, pour recomposer le rapport de forces au sein du comité de mobilisation et se réapproprier l'intelligence et le travail militant qui avaient été accaparés par les hommes.

Nous avons cherché à comprendre ce que le sexisme a fait à notre collectif militant et aux moyens de maintenir l'action collective malgré les rapports sociaux qui le traversent. Sinon le sexisme pousse les militantes hors des mobilisations et/ou les assigne à des places subalternes au sein de ces dernières. La dévalorisation du travail logistique empêche la mobilisation de tenir dans la durée et de construire les cadres de l'interpro.

Cet espace nous a encore permis de redéfinir nos modes d'action (apprentissage d'une gestion plus collective du groupe en manif notamment, mais aussi valorisation de la parole des femmes et développement de meilleures ripostes face au sexisme) et nos terrains de lutte. Le partage d'outils, d'expériences et de théories féministes a bénéficié à l'ensemble de la mobilisation, et a permis à certaines de mieux s'insérer dans le groupe mixte. Il a également permis de faire évoluer les perceptions, représentations et place de la parole des hommes et des femmes.

Sans tomber dans l'angélisme, nous pouvons nous réjouir de la constitution d'un véritable collectif féministe à l'intérieur du collectif, qui a pu travailler, entre autres, sur la réflexion ayant mené à la rédaction de ce texte pendant plusieurs mois, y compris pendant et après la période de confinement ; tout en maintenant une diversité des profils (d'âge, de statut, d'orientation sexuelle, d'expériences militantes et de milieux sociaux) en bonne intelligence.

Pour nous, militer en mixité s'est avéré possible à condition que les femmes et autres minoritaires de genre s'organisent en mixité choisie. Le féminisme offre des outils concrets pour contrer les logiques individualistes et la concentration du pouvoir par certains et pour agir dans un cadre davantage collectif. La sororité n'étant pas spontanée, le féminisme permet également de la construire par la prise de conscience du vécu d'une domination

commune (quoique pas uniforme). Cette sororité devient une ressource de théorisation, d'organisation et d'action.

Glossaire

– cisgenre : adjectif, s'utilise pour qualifier une personne dont l'identité de genre correspond à celui qui lui a été assigné à la naissance (contraire de transgenre), exemple : une femme cisgenre, une personne cisgenre, un homme cisgenre.

– transgenre : adjectif, s'utilise pour qualifier une personne dont l'identité de genre ne correspond pas à celui qui lui a été assigné à la naissance (contraire de cisgenre), exemple : une femme transgenre, une personne transgenre, un homme transgenre.

– par « femme » ou « femme » : nous entendons les personnes assignées femmes dans la vie courante et qui subissent le sexisme. Notre comité de mobilisation était majoritairement composé de femmes cisgenres, et c'est à partir de cette position que nous avons expérimenté et réfléchi. Pour autant nous espérons qu'il puisse s'adresser aux femmes cis et trans, mais il serait malhonnête de laisser croire que nous avons été confrontées aux enjeux spécifiques que peuvent rencontrer les femmes trans dans les mouvements sociaux.

– mixité choisie : Mixité à géométrie variable recomposée selon les objectifs. Dans notre comité de mobilisation elle était à l'exclusion des hommes cis. Voir note de bas de page 1.

– charge mentale : « désigne, dans la sphère domestique comme professionnelle, le poids psychologique lié à une tâche : il faut non seulement accomplir la tâche, mais penser à la faire, quand et comment la faire. Il s'agit par exemple, alors qu'on est au travail, de penser à ce qu'on va faire à manger le soir, aux courses qu'il reste à faire et au temps qu'on va pouvoir consacrer à la cuisine entre la sortie de l'école, l'accompagnement des enfants à leurs activités extrascolaires, l'aide aux devoirs, etc. »[18].

Annexes

La collecte des ordures ménagères à Paris est divisée entre le secteur public et le secteur privé. La collecte des ordures d'une partie des arrondissements est effectuée par des salariéEs employéEs par la mairie de Paris ; une autre a été déléguée à des groupes privés, parmi lesquels Derichebourg, Veolia, Urbaser… qui emploient directement leurs salariéEs avec des contrats de droit privé et un ensemble de conditions de travail et d'emploi souvent défavorables en comparaison de leurs collègues du public. Le recours à l'interim y est fréquent. Les conditions de travail, si elles sont difficiles pour l'ensemble de ces travailleur.euses, le sont encore davantage dans le privé, ce qui rend le mouvement assez difficile à construire. Cette fragmentation du secteur de la propreté permet l'instrumentalisation d'une concurrence opposant les nombreuses divisions entre les travailleur.euse.s ; les salariéEs du public sont en permanence menacéEs de « passer au privé » s'ils et elles sortent du rang, se mettent en grève ou s'organisent, tandis que les salariéEs du privé sont invitéEs à se distinguer de leurs collègues du public, décritEs comme privilégiéEs ou tirs-au-flanc. Les salariéEs du privé sont surtout maintenuEs dans l'ignorance des conditions de travail dans le public comme nous avons pu le constater dans

des discussions sur les piquets. Cette division entre secteurs privé et public cause également une division entre les syndicats, puisque ce ne sont pas les mêmes branches qui sont représentées dans chaque secteur : par exemple pour la CGT, c'est la CGT FTDNEEA (Filière Traitement des Déchets, Nettoiement, Eau, Egout et Assainissement) qui regroupe les agents de la Propreté et de l'Assainissement de la Mairie de Paris, mais c'est la branche CGT Transports qui regroupe les salariéEs de la collecte privée des déchets.

Le projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur (dite « LPR » ; et antérieurement projet de loi de programmation pluri-annuelle de la recherche, dite « LPPR ») est un projet de loi présenté le 24 juillet 2020, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale le 23 septembre 2020 avant de passer (en procédure accélérée) au Sénat les 29 et 30 octobre 2020, et d'être finalisé par la commission mixte paritaire le 9 novembre 2020.

Depuis l'annonce du projet, début février 2019, celui-ci a suscité des vives oppositions à tous les niveaux de l'ESR, en aboutissant notamment à une journée de mobilisation nationale et de grève de la recherche le 5 mars 2019 à travers le collectif Facs et Labos en Lutte. La principale inquiétude est celle d'une précarisation majeure de la recherche à tous les étages. Le projet prévoit par exemple :

-Une ouverture de voie au contournement: de la collégialité, de la démocratie scientifique et universitaire, du statut des personnels, de la liberté de revendiquer (SNTRS-CGT).

-Des financements sur projet: augmentation du budget de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche) au détriment des laboratoires.

-La création de « chaires junior » travaillant sur des « sujets porteurs » dont les élus pourront embaucher des postes plus précaires tout en exploitant leur travail.

-La création des « CDI de mission scientifique » qui n'a rien d'un CDI : le financement s'arrête à la fin de la recherche.

En outre, deux nouveaux amendements proposés étaient particulièrement liberticides :

-Il était proposé de créer le délit « d'atteinte au bon ordre et à la tranquillité des établissements », faisant du fait le manifester au sein des facultés un délit passible de 3 ans d'emprisonnement et de 42000€ d'amende. Cette proposition visait à mettre un terme aux occupations et blocages au sein des universités qui étaient jusqu'à maintenant et depuis les années 1960 parmi les outils privilégiés des luttes étudiantes. L'article 38 qui créait ce délit a été censuré par le Conseil Constitutionnel car considéré comme un « cavalier législatif » ; il peut donc tout à fait être inscrit dans un autre projet de loi. Pour plus d'informations sur ce point, cf. sur le carnet Hypothèses d'Academia : https://academia.hypotheses.org/29702.

-Le recrutement des enseignantEs-chercheu.se.rs entre les mains de potentats locaux tout en écartant le Conseil National des Universités (CNU), organisme majoritairement élu, institué à la Libération pour protéger les universitaires du pouvoir administratif.

Ce projet de loi s'inscrit dans une politique liberticide plus large, dans la prolongation de l'autoritarisme du pouvoir politique actuel et dans la casse du service public.

Notes

[1] L'inclusion des hommes trans dans les espaces féministes est sujette à de nombreux débats sur lesquels nous ne reviendrons pas. Dans le contexte de notre comité de mobilisation le choix de la mixité choisie plutôt que de la non-mixité s'est imposé du fait d'une proximité des expériences. Pour diverses raisons les hommes trans n'étaient pas incorporés au groupe des hommes. Le groupe que nous désignerons par la suite comme celui des hommes et/ou des hommes était composé uniquement d'hommes cis, même si nous le reprécisons pas systématiquement par la suite. Pour autant nous pensons que la composition de la mixité est contextuelle et devrait donc pouvoir être redébattue et se recomposer en fonction de la fluctuation des intérêts matériels des femmes et autres minoritaires de genre.

[2] L'EHESS ne comporte que des masters.

[3] Dans cette configuration précise, il nous a paru périlleux de distinguer analytiquement ce qui était de l'ordre des rapports sociaux de race ou de classe. Dans d'autres situations, cf. Christelle Hamel, « De la racialisation du sexisme au sexisme identitaire », *Migrations et Société*, 2005, 99-100, pp. 91-104.

[4] Le concept de « masculinité marginalisée » provient du travail de la sociologue Raewyn Connell, qui se propose de distinguer quatre types de masculinités : hégémonique, subordonnée, complice ou marginalisée, Raewyn Connell, *Masculinités, enjeux sociaux de l'hégémonie*, Amsterdam, 2014, p.72. La masculinité marginalisée est celle d'hommes qui n'occupent pas de position de dominante dans la structure sociale (en raison de plusieurs facteurs comme l'interaction race/classe), et qui sont mêmes marginalisés dans l'ordre du genre mais qui pour autant bénéficient des « dividendes du patriarcat » p.77.

[5] Nous avons eu une discussion sur le terme à employer pour qualifier cette instrumentalisation du féminisme par les hommes. Nous avons préféré réserver le terme de « fémonationalisme » à un niveau d'analyse portant sur l'Etat et les relations internationales. Le féminisme libéral, tel qu'il s'est développé avec l'institutionnalisation des luttes féministes par les pouvoirs publics, représente pour sa part la conception hégémonique du féminisme. Cette notion permet de qualifier le glissement d'une compréhension du sexisme en terme systémique à un éclatement en termes de responsabilité morale et individuelle (« être » sexiste ou non). Nous serions heureuses de poursuivre ces réflexions avec d'autres militantes et collectifs.

[6] Francis Dupuis-Déri, 2008, « Les hommes proféministes : compagnons de route ou faux amis ? », *Recherches féministes*, 21 (1), pp. 149–169.

[7] Le terme de travail productif se réfère au travail créant de la valeur, c'est notamment le travail rémunéré ; le travail reproductif désigne l'ensemble des tâches non directement créatrices de valeur, du moins tant qu'elles sont prises en charge de manière gratuite. Il n'est pas systématiquement sanctionné par un salaire et ne fait pas l'objet d'une reconnaissance de la part des pairs : il s'agit notamment de « l'élevage » des enfants et le travail domestique plus largement. Ce qui est (re)produit par le travail reproductif, c'est la force de travail. Aurore Koechlin, 2019, *La Révolution féministe*, Amsterdam, p. 94.

[8] Danièle Kergoat, 2012, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », *Se battre, disent-elles…*, p.214.

[9] *Idem*.

[10] Dans une réunion politique où les participantEs sont nombreux.ses, il est fréquent de prendre une liste de parole : une personne est désignée pour noter au fur et à mesure les personnes souhaitant intervenir qui lèvent la main pour le lui signifier. Ainsi, la prise de parole ne se fait pas par la force ou le charisme et les velléités de couper la parole sont modérées.

[11] Sur cette notion, voire les explications de la dessinatrice Emma : dans le cadre du ménage hétérosexuel; « Fallait demander » https://emmaclit.com/2017/05/09/repartition-des-taches-hommes-femmes/, « Tu veux que je le fasse (Non) » https://emmaclit.com/2019/01/16/tu-veux-que-jle-fasse-non/ ou encore https://emmaclit.com/2020/03/22/le-pouvoir-de-lamour/

[12] Rappelons que l'existence de structures formelles permet la participation de touTEs aux prises de décisions, tandis que l'absence apparente de structures signifie un fonctionnement uniquement par structures informelles, affinitaires et élitaires. Jo Freeman, « La tyrannie de l'absence de structure » : https://infokiosques.net/spip.php?article2 – https://www.jofreeman.com/joreen/tyranny.htm

[13] Frédérique Matonti et Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5 no 155, p.8.

[14] En effet, le groupe des militantes étaient loin d'être homogène. En plus d'expériences politiques antérieures, des facteurs exogènes à la lutte comme l'âge et le niveau de diplôme (d'étudiantes de première année de master à doctorantes en fin de thèse) distribuaient inégalement le capital politique dans le groupe des femmes.

[15] bell hooks, [1984] *Sororité. La solidarité politique entre les femmes*, pp.9-10. https://infokiosques.net/spip.php?article1161

[16] Jackie Wang, *Capitalisme carcéral*, Paris, Éditions Divergences, series: « Cybernétique », 2019, traduit de l'anglais par Philippe Bouin.

[17] Cf. Audre Lorde, « De l'usage de la colère : la réponse des femmes au racisme », https://infokiosques.net/lire.php?id_article=387.

[18] Définition donnée par Céline Bessières et Sibylle Gollac dans *Le genre du capital*, La Découverte, 2020.